

[Text]

The green paper recommends that we introduce a new registered pension account. We now have the RRSP, which is not locked in.

Mr. Barnes: Yes.

Mrs. Killens: If we were to recommend that part of our RRSP be locked in, as a safety—for those who sometimes feel that they would like to spend it, and you can with the RRSP easily enough, could we then do away with the recommendation of a registered pension account? Did you mention a registered pension account before?

Mr. Barnes: No. We talked about retirement savings plans. Again, one of the points we looked at, one of the earlier budget proposals of about two years ago, was to improve the registered income fund concept. The main disadvantage of a retirement savings plan, as a pension—and this comes back to this whole question of indexing—is that if somebody buys an annuity at age 65, even with our present 7% inflation, given the normal expectancy of life before they die, their pension is going to be halved. This is why we have advocated an improvement in the options under a registered income fund, where the return from the RRSP can be scaled up as the pensioner gets older, in some way to counterbalance the impact of inflation. There has been some movement in that direction, some improvements have been made, which we welcome, but we still feel that this is an area where the benefits from RRSPs could be improved.

Mrs. Killens: Thank you.

The Chairman: Ted Miller.

Mr. Miller: Thank you, Mr. Chairman. I want to welcome Mr. Barnes and his associates before us today.

I certainly support your concept, which is that you feel all pensions should have universal indexing of some nature.

I would like to pursue, just a bit, your desire to see all pensions mandatory. I am wondering how realistic it is to expect some small employers to have a private plan. Are you advocating that all—I think that is what you said—that private employers provide a pension scheme for their employees and that they be fully indexed?

• 1015

Mr. Barnes: We think, Mr. Miller, there should be the option, because in a small firm it may just not be possible to run a plan there; that should be the state option of an adequate state scheme.

Mr. Lancaster: Like unemployment insurance, where there is an equal contribution.

Mr. Barnes: Yes, there should be a state scheme there for those who, for any reason, cannot, or will not, run a private plan; really an enlarged Canada Pension Plan. As I say, it will

[Translation]

Le livre vert recommande la création d'un nouveau régime de pensions enregistré. Nous avons maintenant le régime enregistré d'épargne-retraite qui n'est pas immobilisé.

M. Barnes: Oui.

Mme Killens: Si nous devons recommander que cette partie de notre REER soit immobilisée comme mesure de sécurité, pour ceux qui estiment parfois qu'ils aimeraient le dépenser et cela est tout à fait possible avec le REER, pourrions-nous alors ne pas tenir compte des recommandations d'un régime de pension enregistré? Avez-vous fait état d'un compte de retraite enregistré auparavant?

M. Barnes: Non. Nous avons parlé de régimes d'épargne-retraite. Une fois de plus, un des aspects sur lesquels nous sommes penchés, un des premiers projets de budget il y a environ deux ans de cela, consistait à améliorer le principe du revenu enregistré. Le principal désavantage d'un régime d'épargne-retraite, comme revenu de retraite—et cela nous ramène à la grande question de l'indexation—est que si une personne achète une rente à l'âge de 65 ans, même au taux actuel de l'inflation de 7 p. 100 compte tenu de l'espérance de vie normale, sa pension est réduite de moitié. C'est pourquoi, nous avons préconisé une amélioration des choix dans le cadre d'un revenu enregistré où les revenus du REER peuvent être échelonnés à mesure que le retraité vieillit, de façon à compenser l'impact de l'inflation. Certaines mesures ont été prises dans ce sens et certaines améliorations ont été apportées, nous en étions d'ailleurs satisfaits, mais nous continuons de croire qu'il s'agit d'un secteur où les revenus provenant d'un REER pourraient être améliorés.

Mme Killens: Merci.

Le président: Ted Miller.

M. Miller: Merci, monsieur le président. J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Barnes et ses associés.

J'appuie certainement votre principe qui consiste à souhaiter que toutes les pensions devraient bénéficier d'une certaine forme d'indexation universelle.

J'aimerais donner suite, un peu du moins, à votre désir de voir toutes les pensions obligatoires. Je me demande dans quelle mesure cela est réaliste de s'attendre à ce qu'un petit employeur paie un régime privé. Je crois que vous proposez que tous, je crois que c'est ce que vous avez dit, les employeurs privés offrent un programme de retraite pour leurs employés et que ce programme devrait être entièrement indexé?

Mr. Barnes: Nous croyons, M. Miller, que cela devrait être laissé au choix de l'entreprise étant donné que certaines petites entreprises seraient simplement dans l'impossibilité d'avoir leur propre régime de pension; elles pourraient alors choisir le régime adéquat qu'offre l'État.

M. Lancaster: Comme l'assurance-chômage, où il y a une contribution égale.

M. Barnes: Oui, tous ceux qui pour une raison ou une autre ne peuvent ou ne veulent pas avoir leur propre régime de pension devraient pouvoir choisir le régime de l'État, soit un